

Paris, le 4 mars 2015

Monsieur CASTANS Philippe,  
Personnel,  
Caisse Interprofessionnelle de Prévoyance et  
d'Assurance Vieillesse,  
9, rue de Vienne,  
75403 PARIS CEDEX 08

V./réf. [REDACTED]

N./réf. CIPAV 2015/1  
[REDACTED]

Monsieur le Président,

J'ai tenté d'appeler vos services toute la journée du 4 mars 2015 sans succès. Je peux le prouver, ma facture téléphonique faisant foi. La seule personne qui a bien voulu répondre au téléphone (au numéro figurant sur le courrier reçu à savoir le 0144956820) a refusé de prendre un message et m'a signalé qu'il me fallait appeler au 0144956849. Je cherchais pourtant à parler au service cotisations.

En effet, j'ai été surpris de recevoir un courrier de la part de vos services pour insuffisance de règlement. Ces mêmes services ne pouvaient ignorer mon courrier recommandé 1A10237261044 daté du 4 octobre 2014 et qui est resté jusqu'à aujourd'hui lettre morte. Comme ces services ne pouvaient ignorer mon changement d'adresse figurant dans le même pli, adresse qui est publiquement accessible au travers du répertoire SIRENE.

Je ne vous ferai pas l'affront de vous renvoyer ce courrier que vous avez dû archiver dans mon dossier. En tout état de cause, vos services l'ont eu puisque j'en ai l'accusé de réception sous les yeux.

En revanche, pour faire suite à ce courrier du 4 octobre 2014, je vous saurai gré de bien vouloir m'adresser par retour de courrier le contrat qui me lie à vous. Dans le cas probable où ce contrat n'existerait pas, votre démarche s'apparenterait à une tentative d'intimidation et une tentative d'extorsion de fonds et je serai alors au regret, à la première mise en demeure ou à la première contrainte de votre part, d'engager votre responsabilité civile et pénale ainsi que celles des signataires des courriers qui pourraient m'être adressés. À ces fins, je vous prierai aussi de me retourner par les mêmes moyens une copie des statuts de la CIPAV. Sans contrat, je me réserve le droit de vous demander par toutes les voies judiciaires et extra-judiciaires les cotisations indues qui m'ont été appelées jusqu'à la limite de prescription.

Vous ayant notifié un changement d'adresse en bonne et due forme, je vous demande d'utiliser ma nouvelle adresse.

Veillez agréer, Monsieur le Président, mes salutations distinguées.

[REDACTED]